

Centrafrique: combats à Bangui, le renfort de l'Europe attendu

AFP, Par Jean-Pierre CAMPAGNE et Christian PANIKA 29 janvier 2014 19h08



La femme (d) et la soeur d'un chrétien tué par des anti-Balaka qui l'avaient pris pour un musulman réagissent alors que son corps est emporté, à Bangui, le 29 janvier 2014

Des combats ont à nouveau éclaté mercredi à Bangui en proie au pillage, où les soldats français avaient déjà abattu la veille une dizaine de combattants Séléka hostiles.

La force africaine en Centrafrique (Misca) et les militaires français, qui poursuivent leur opérations de sécurisation, attendent le renfort d'une force européenne dont l'ONU a autorisé l'engagement.

Signe de l'extrême tension persistant dans la ville, une dizaine de combattants Séléka ont été tués mardi matin à la sortie nord de Bangui par les soldats français, pris à partie par les ex-rebelles devant le camp militaire RDOT où ils sont cantonnés, a indiqué mercredi une source diplomatique.

Mercredi, des tirs nourris d'armes automatiques, ponctués de détonations sourdes, ont éclaté en fin de matinée dans le quartier du PK-5, dans le centre de la capitale centrafricaine.

Après une trentaine de minutes, ils ont nettement baissé d'intensité puis cessé en milieu de journée, avant de reprendre sporadiquement avant le coucher du soleil, ont constaté des journalistes de l'AFP. L'avenue Koudougou qui s'engouffre dans le quartier mixte Miskine était totalement déserte, pas un véhicule n'y pénétrait.

Les tirs étaient nettement audibles des quartiers voisins du PK-5, le poumon commercial de la capitale centrafricaine, où des centaines de commerces appartenant majoritairement à des musulmans attisent depuis des jours la convoitise de pillards et de miliciens chrétiens anti-balaka qui tentent d'y pénétrer, en vain pour l'instant.

Selon des habitants joints par l'AFP, les tirs ont opposé, comme souvent, des anti-balaka à des combattants Séléka et des civils musulmans armés.

Dans d'autres quartiers de la ville, des pillages et des violences, faisant au moins deux morts, ont eu lieu dans la matinée.

Au quartier Combattant, près de l'aéroport, un civil musulman a été massacré à la machette par des miliciens anti-balaka, ses oreilles coupées, ont constaté des journalistes de l'AFP. Des soldats français sont intervenus pour contenir des dizaines de pillards.

Les musulmans du PK-12 ont pu s'enfuir

A une centaine de mètres de là, c'est un jeune chrétien qui a été tué, également à la machette car "il a été confondu avec un musulman", a raconté un témoin de la scène, Benjamin.

Au rond-point de la Réconciliation, au centre-ville, des pillards emportaient des marchandises volées.

Autres points névralgiques: la tension est un peu retombée dans les quartiers PK12 et PK13, à la sortie nord. Les centaines de musulmans déplacés, qui attendaient des véhicules pour gagner le nord du pays et étaient tous les jours harcelés par les chrétiens, ont pu s'enfuir, a constaté mercredi l'AFP. Dans ces deux points chauds, il n'y a pratiquement plus d'habitants musulmans.

Malgré un dispositif de sécurisation de plus en plus étoffé au fil des semaines, les soldats français et africains ne peuvent endiguer les explosions soudaines de violences dans la capitale, jour et nuit.

Pour rassurer les populations, la Misca a commencé à s'installer au coeur des quartiers, avec une présence permanente dans les commissariats.

"Des numéros d'appel sont laissés à la portée des populations" en cas d'incident, a-t-on indiqué à l'état-major de la Misca: "chaque arrondissement de Bangui dispose d'un responsable et d'un numéro".

"Nos nuits sont tranquilles depuis que les soldats burundais de la Misca sont basés dans notre secteur. Ils patrouillent à pied, dans des véhicules, nous demandent si tout se passe bien. En tout cas, les détonations nous parviennent de loin", témoignait mercredi François Kougbé, un mécanicien habitant le 2e arrondissement.

Renforts insuffisants

"Outre les Burundais, il y a les militaires français qui descendent régulièrement ici et font aussi des patrouilles. Le calme est revenu dans le 6e arrondissement", expliquait de son côté Philippe Ounga, enseignant.

Mais le dispositif n'est opérationnel que dans deux des huit arrondissements de la capitale pour le moment.

Pour ramener le calme et pouvoir intervenir en province, les 1.600 militaires français et les 5.500 soldats de la Misca vont recevoir le renfort d'une force européenne d'environ 500 hommes, dont le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé mardi l'engagement.

Son déploiement devrait prendre plusieurs semaines et ces renforts risquent d'être insuffisants pour stabiliser un pays dévasté par des mois de tueries interreligieuses, qui ont provoqué une crise humanitaire sans précédent avec des centaines de milliers de déplacés.

A terme, l'ONU considère qu'il faudrait déployer plus de 10.000 hommes pour sécuriser la Centrafrique, "car la situation est très, très grave et le pays immense", a expliqué mardi l'ambassadeur de France aux Nations unies, Gérard Araud.

C'est aussi l'avis de la nouvelle présidente centrafricaine de transition, Catherine Samba Panza, qui, dès son élection le 20 janvier, a réclamé plus de soldats pour arrêter les exactions et les violences qui ont contraint son prédécesseur Michel Djotodia à démissionner.

Comme Paris, Mme Samba Panza veut une mission de l'ONU pour son pays, qu'elle doit conduire à des élections générales au plus tard dans un an.

La capitale centrafricaine toujours en proie aux violences

AFP, 29 janvier 2014 à 14:06 (Mis à jour : 29 janvier 2014 à 18:29)



Des soldats français de l'opération Sangaris et des soldats rwandais de la Misca devant le camp Kasai, le 28 janvier 2014 à Bangui (Photo Issouf Sanogo. AFP)

Bangui est toujours le théâtre de pillages et de combats entre anti-Balaka et combattants Séléka ce mercredi.

Des combats ont à nouveau éclaté mercredi à Bangui en proie au pillage, où les soldats français avaient déjà abattu la veille une dizaine de combattants Séléka hostiles. La force africaine en Centrafrique (Misca) et les militaires français, qui poursuivent leur opérations de sécurisation, attendent le renfort d'une force européenne dont l'ONU a autorisé l'engagement.

Signe de l'extrême tension persistant dans la ville, une dizaine de combattants Séléka ont été tués mardi matin à la sortie nord de Bangui par les soldats français, pris à partie par les ex-rebelles devant le camp militaire RDOT où ils sont cantonnés, a indiqué mercredi une source diplomatique. Mercredi, des tirs nourris d'armes automatiques, ponctués de détonations sourdes, ont éclaté en fin de matinée dans le quartier du PK-5, dans le centre de la capitale centrafricaine.

Après une trentaine de minutes, ils ont nettement baissé d'intensité puis cessé en milieu de journée, avant de reprendre sporadiquement avant le coucher du soleil, ont constaté des journalistes de l'AFP. L'avenue Koudougou qui s'engouffre dans le quartier mixte Miskine était totalement déserte, pas un véhicule n'y pénétrait.

Les tirs étaient nettement audibles des quartiers voisins du PK-5, le poumon commercial de la capitale centrafricaine, où des centaines de commerces appartenant majoritairement à des musulmans attisent

depuis des jours la convoitise de pillards et de miliciens chrétiens anti-balaka qui tentent d'y pénétrer, en vain pour l'instant.

Selon des habitants joints par l'AFP, les tirs ont opposé, comme souvent, des anti-balaka à des combattants Séléka et des civils musulmans armés. Dans d'autres quartiers de la ville, des pillages et des violences, faisant au moins deux morts, ont eu lieu dans la matinée.

Au quartier Combattant, près de l'aéroport, un civil musulman a été massacré à la machette par des miliciens anti-balaka, ses oreilles coupées, ont constaté des journalistes de l'AFP. Des soldats français sont intervenus pour contenir des dizaines de pillards.

Les musulmans du PK-12 ont pu s'enfuir

A une centaine de mètres de là, c'est un jeune chrétien qui a été tué, également à la machette car *«il a été confondu avec un musulman»*, a raconté un témoin de la scène, Benjamin. Au rond-point de la Réconciliation, au centre-ville, des pillards emportaient des marchandises volées.

Autres points névralgiques: la tension est un peu retombée dans les quartiers PK12 et PK13, à la sortie nord. Les centaines de musulmans déplacés, qui attendaient des véhicules pour gagner le nord du pays et étaient tous les jours harcelés par les chrétiens, ont pu s'enfuir, a constaté mercredi l'AFP. Dans ces deux points chauds, il n'y a pratiquement plus d'habitants musulmans. Malgré un dispositif de sécurisation de plus en plus étoffé au fil des semaines, les soldats français et africains ne peuvent endiguer les explosions soudaines de violences dans la capitale, jour et nuit.

Pour rassurer les populations, la Misca a commencé à s'installer au coeur des quartiers, avec une présence permanente dans les commissariats. *«Des numéros d'appel sont laissés à la portée des populations»* en cas d'incident, a-t-on indiqué à l'état-major de la Misca: *«Chaque arrondissement de Bangui dispose d'un responsable et d'un numéro»*.

«Nos nuits sont tranquilles depuis que les soldats burundais de la Misca sont basés dans notre secteur. Ils patrouillent à pied, dans des véhicules, nous demandent si tout se passe bien. En tout cas, les détonations nous parviennent de loin», témoignait mercredi François Kougbé, un mécanicien habitant le 2e arrondissement.

Renforts insuffisants

«Outre les Burundais, il y a les militaires français qui descendent régulièrement ici et font aussi des patrouilles. Le calme est revenu dans le 6e arrondissement», expliquait de son côté Philippe Ounga, enseignant. Mais le dispositif n'est opérationnel que dans deux des huit arrondissements de la capitale pour le moment.

Pour ramener le calme et pouvoir intervenir en province, les 1 600 militaires français et les 5 500 soldats de la Misca vont recevoir le renfort d'une force européenne d'environ 500 hommes, dont le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé mardi l'engagement. Son déploiement devrait prendre plusieurs semaines et ces renforts risquent d'être insuffisants pour stabiliser un pays dévasté par des mois de tueries interreligieuses, qui ont provoqué une crise humanitaire sans précédent avec des centaines de milliers de déplacés.

A terme, l'ONU considère qu'il faudrait déployer plus de 10 000 hommes pour sécuriser la Centrafrique, *«car la situation est très, très grave et le pays immense»*, a expliqué mardi l'ambassadeur de France aux Nations unies, Gérard Araud.

C'est aussi l'avis de la nouvelle présidente centrafricaine de transition, Catherine Samba Panza, qui, dès son élection le 20 janvier, a réclamé plus de soldats pour arrêter les exactions et les violences qui ont contraint son prédécesseur Michel Djotodia à démissionner. Comme Paris, Catherine Samba Panza veut une mission de l'ONU pour son pays, qu'elle doit conduire à des élections générales au plus tard dans un an.